



N° 21-004-XIF au catalogue

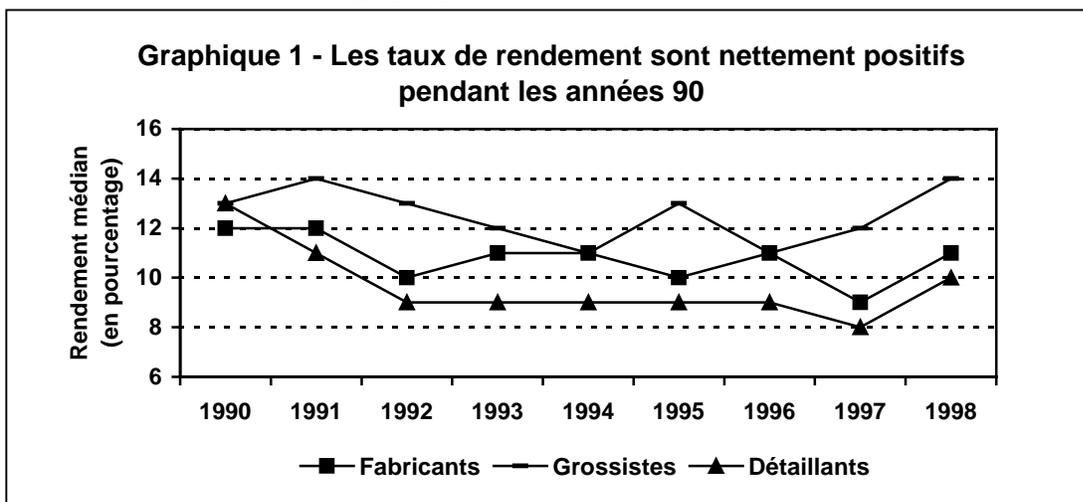
Septembre 2001

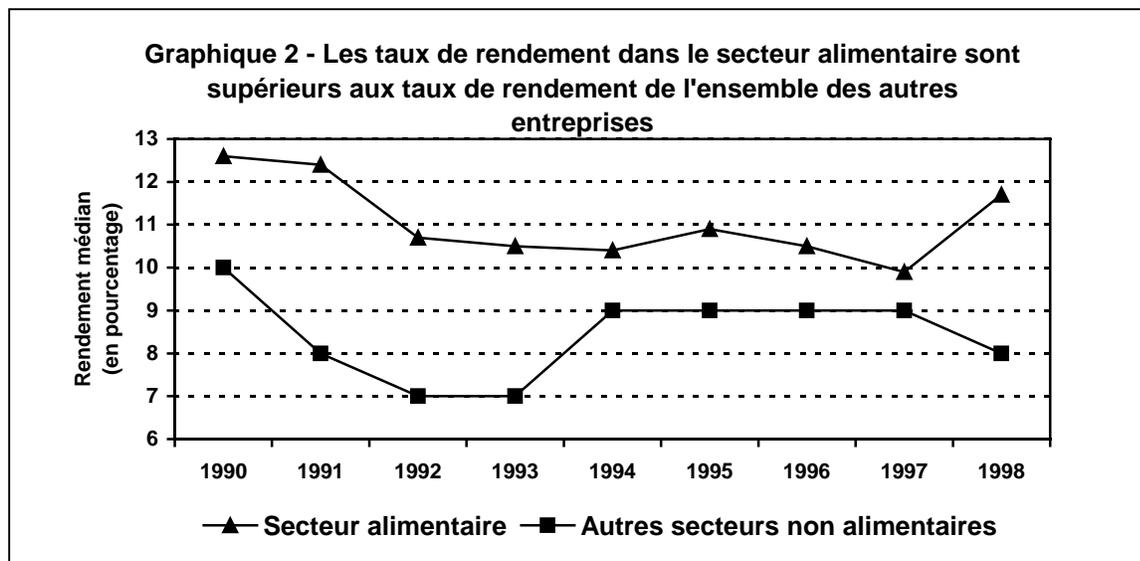
Les entreprises de la chaîne alimentaire ont survécu aux bouleversements des années 90

par Rick Burroughs, Deborah Harper, David Smith et Mike Trant

Les fabricants, les grossistes et les détaillants de produits alimentaires ont réussi à obtenir un rendement raisonnable au cours des années 90 en dépit des problèmes posés par l'avènement des accords de libre-échange et les changements en ce qui concerne les habitudes alimentaires de la population. Le présent article examine le rendement des investissements des entreprises qui œuvraient dans le secteur alimentaire canadien au cours des années 90.

Le graphique 1 présente les taux de rendement médians obtenus au cours des années 90 par les fabricants, les grossistes et les détaillants de produits alimentaires. Le taux de rendement médian est le niveau où le nombre d'entreprises se divise en deux moitiés, c'est-à-dire les entreprises au-dessus et les entreprises au-dessous de la médiane. Les taux de rendement médians du secteur alimentaire ont tous été supérieurs à 8 % pendant la période de l'étude et, de façon générale, ont dépassé le taux de rendement médian affiché par les autres secteurs de l'économie (voir le graphique 2).





Les taux de rendement varient considérablement

Les graphiques 3, 4 et 5 illustrent la variabilité des taux de rendement. Les percentiles sur les graphiques sont comparables à la médiane sauf qu'ils affichent d'autres proportions. La médiane est l'équivalent du 50^e percentile et, par exemple, le taux de rendement affiché au 75^e percentile est dépassé par seulement 25 % des entreprises.

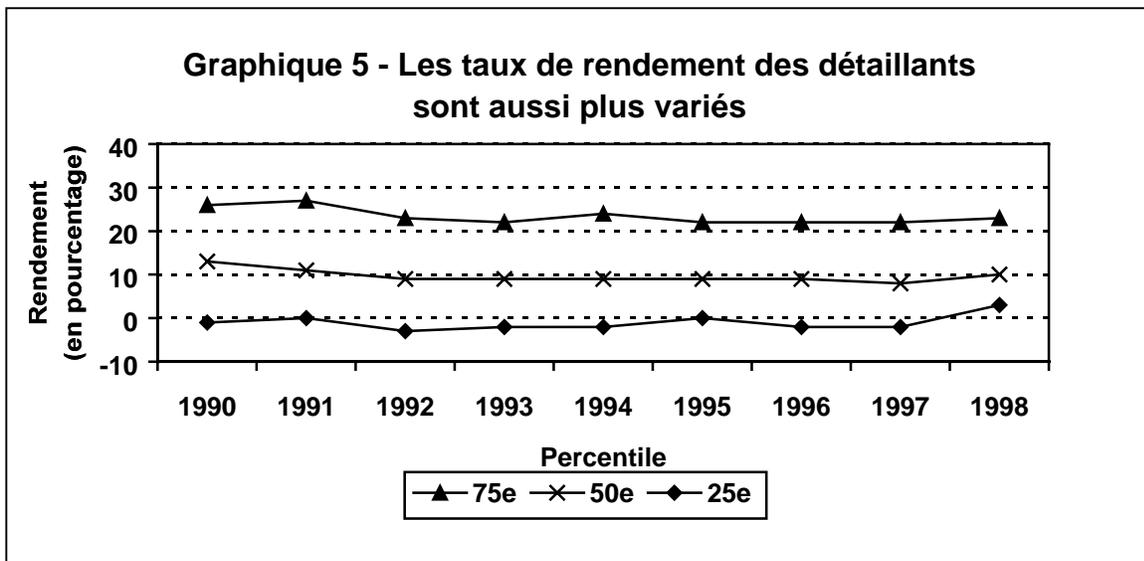
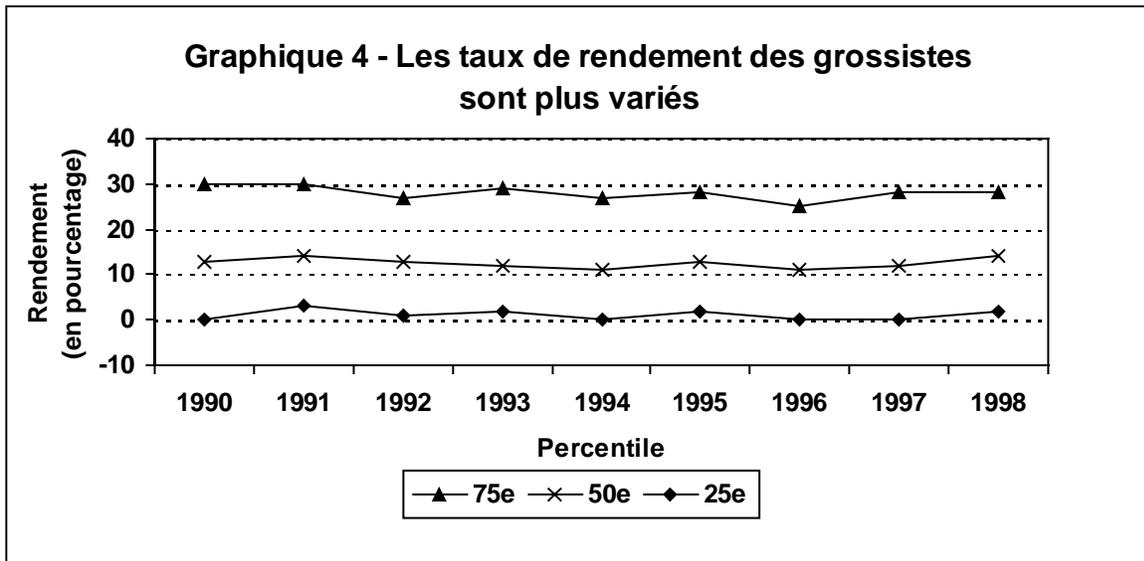
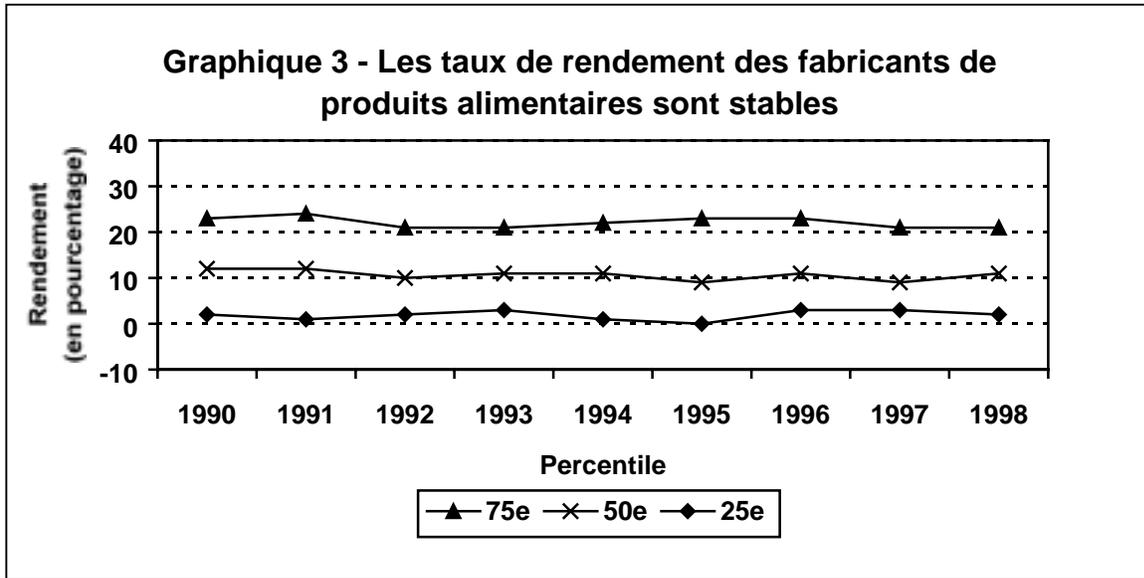
La répartition des taux de rendement des fabricants de produits alimentaires (voir le graphique 3) révèle des écarts relativement faibles au cours de la période de l'étude. Dans environ 75 % des cas, les fabricants ont déclaré des bénéfices au cours d'une année donnée. Les taux de rendement des grossistes et des détaillants (voir les graphiques 4 et 5) affichent des écarts un peu plus importants, mais là encore, dans environ 75 % des cas, ils ont réalisé des bénéfices.

Taux de rendement

Après l'évaluation d'un certain nombre de mesures du rendement des investissements, on a opté pour l'utilisation du ratio du bénéfice net d'exploitation par rapport au capital à long terme. Le numérateur représente le bénéfice d'exploitation avant déduction des intérêts et des impôts et exclut les éléments extraordinaires et le revenu de placements. Le dénominateur est la somme du passif à long terme et de l'avoir des actionnaires.

$$\text{Rendement des investissements} = \frac{\text{bénéfice net d'exploitation}}{(\text{passif à long terme} + \text{avoir des actionnaires})}$$

Ce calcul permet de comparer la rentabilité des entreprises selon les mêmes critères. Certaines des grandes entreprises peuvent avoir de nombreuses sources de revenu hors exploitation et des gains ou pertes extraordinaires qui peuvent avoir des incidences sur leur revenu après impôt, alors que les petites entreprises peuvent devoir compter uniquement sur la vente de leurs produits. La décision d'utiliser le passif à long terme, majoré de l'avoir des actionnaires, comme base de calcul du taux de rendement était fondée sur la probabilité que ces sources de financement servent principalement à financer l'achat d'immobilisations.



Le secteur alimentaire a fait face à une décennie de changements

Pendant la dernière décennie, de nombreux facteurs ont eu une influence sur la structure du marché du secteur alimentaire canadien. La signature de l'Accord commercial Canada – États-Unis (ACCEU) en 1988, de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1993 et de l'accord multilatéral de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1994 a amélioré les possibilités d'exportation, mais elle a également exposé les marchés intérieurs à une plus forte concurrence de la part des importateurs. En élargissant leurs activités pour réaliser des économies d'échelle, les établissements canadiens ont pu contenir avec succès la concurrence de leurs homologues américains. Ces nouvelles possibilités d'exportation obligent les établissements à se concentrer sur l'innovation et les changements technologiques et à augmenter sensiblement leurs dépenses en immobilisations.

Les investissements étrangers directs ont grandement contribué à l'expansion et à la modernisation de l'industrie canadienne au cours des deux dernières décennies. Le secteur alimentaire n'a pas fait exception. Par conséquent, la propriété et les investissements étrangers ont connu une hausse du côté des entreprises de transformation des aliments. L'emplacement stratégique des établissements donne aux entreprises étrangères un

Source des données

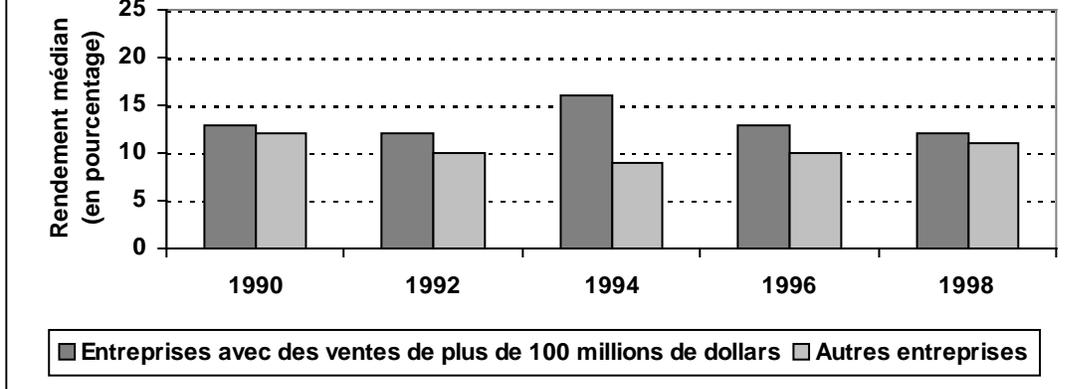
Les données utilisées dans la présente étude proviennent de l'Enquête annuelle sur les états financiers, une enquête-échantillon des déclarations de revenus des sociétés (T2) réalisée par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI) de Statistique Canada, et elles concernent les années 1990 à 1998 inclusivement. Cette série de données est tirée des données financières et fiscales communiquées en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Selon la Loi, chaque société résidant ou exploitant une entreprise au Canada doit produire une déclaration de revenus et des états financiers.

La majorité des entreprises au Canada sont des entreprises à société unique (c.-à-d. une seule société par entreprise). Toutefois, certaines entreprises sont formées de plus d'une société d'un même groupe. Statistique Canada recueille des renseignements en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats*, ce qui permet à l'organisme de déterminer les membres du groupe et le centre de contrôle. Les statistiques pour ce type d'entreprise sont recueillies pour l'entité consolidée. La définition simple de l'entreprise est une famille de sociétés ou autres entreprises sous propriété et contrôle communs pour lesquelles il est produit annuellement des états financiers consolidés.

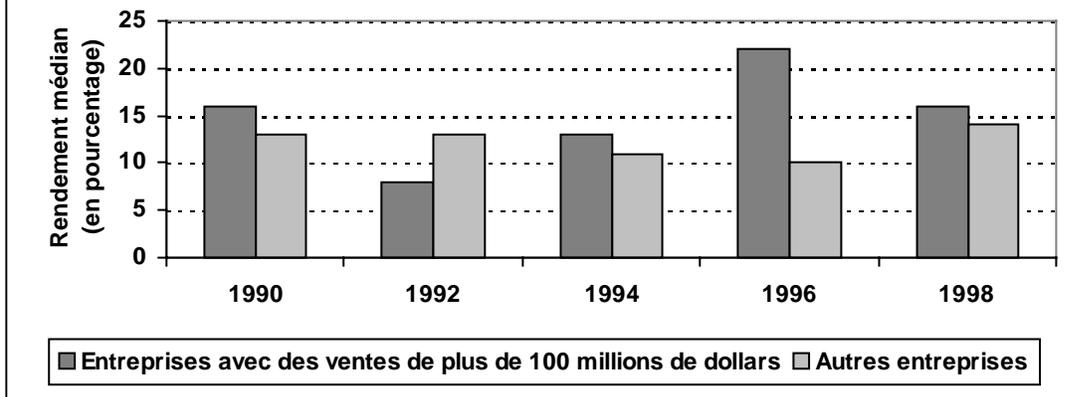
Les divers types d'entreprises de fabrication, de gros et de détail de produits alimentaires sont définis en fonction de la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C). Cette classification diffère de la Classification type des industries, 1980 (CTI-E), qui est une classification au niveau des établissements. Les sociétés qui exploitent plus d'un établissement (une usine) ne tiennent pas nécessairement de livres complets pour chaque usine. La CTI-C, qui est au niveau de l'entité juridique, sert au classement des entreprises qui tiennent des registres financiers complets. Dans la classification CTI-C, les entreprises sont classées selon leur principale branche d'activité. Par conséquent, les états financiers des entreprises du secteur alimentaire peuvent comprendre des renseignements concernant des activités qui ne sont pas nécessairement liées aux produits alimentaires. Dans le même sens, les états financiers des entreprises classées dans les autres branches d'activité dans la CTI-C peuvent comprendre certaines activités normalement associées aux produits alimentaires.

Les données ne visent pas forcément toutes les entreprises. Le fichier est fondé sur un échantillon aléatoire stratifié. Les unités sont stratifiées par taille selon l'actif et les recettes par branche d'activité pour chacun des 153 groupes de la CTI-C. Les limites des strates varient selon la branche : toutes les grandes unités de chaque branche sont retenues, tandis qu'on tire un échantillon pour les petites strates selon un taux d'échantillonnage qui diminue avec la diminution de la taille des entreprises.

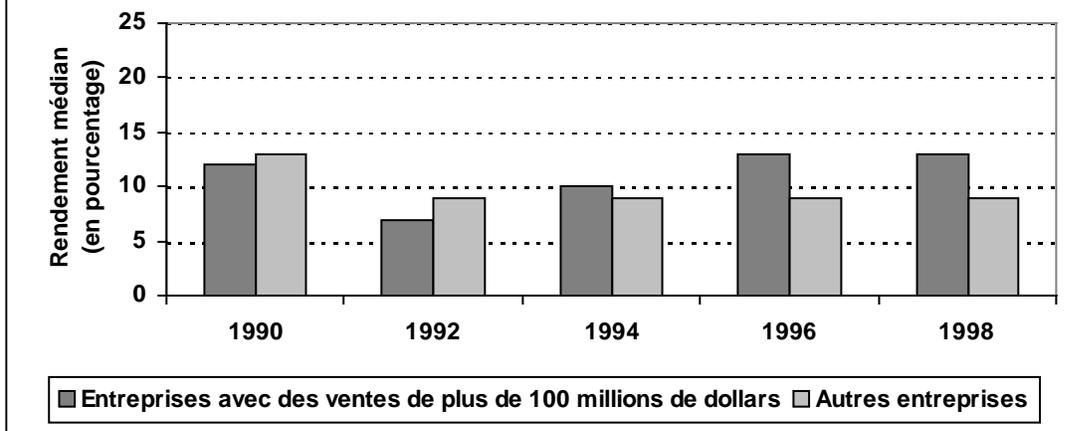
Graphique 6 - Les très grands fabricants de produits alimentaires affichent des taux de rendement légèrement plus élevés



Graphique 7 - Le rapport entre les taux de rendement des très grands grossistes et des petits grossistes est plus volatil



Graphique 8 - Les très grands détaillants semblent prendre l'avantage



meilleur accès au marché ainsi que des capacités de distribution plus efficaces. De nouveaux débouchés ont également encouragé une coordination verticale puisque les entreprises ont cherché à s'assurer des sources stables et fiables de produits primaires pour alimenter leurs opérations de transformation à haute capacité.

Le secteur alimentaire canadien, qui est considéré comme étant bien établi et évolué, a enregistré une croissance lente mais régulière pendant les quelques dernières décennies. L'accroissement de la population canadienne, les changements démographiques et la composition des ménages ont eu une incidence sur la consommation et la demande de produits alimentaires. La population du Canada croît d'environ 1,3 % par année depuis 1980, un peu plus rapidement que celle des États-Unis qui progresse à un taux annuel d'environ 1 %.

Les changements démographiques ont aussi eu une incidence sur le secteur alimentaire. La population canadienne vieillit, les projections démographiques pour les cinq prochaines années indiquant que la plus forte hausse – près de 28 % – se produira dans le groupe des 45 à 54 ans. D'ici l'an 2006, le groupe des 40 à 54 ans devrait compter près de 8 millions de personnes, soit 23 % de la population totale. Le nombre de personnes âgées, c'est-à-dire les personnes qui ont 65 ans et plus, devrait s'accroître de 20 % pour atteindre 4,4 millions de personnes d'ici 2006 et représenter plus de 13 % de la population totale. Le nombre d'immigrants admis se situe, en moyenne, à près de 250 000 par année. En raison de la croissance de la population immigrante, le secteur alimentaire doit désormais répondre à une plus grande variété de goûts et de préférences.

L'évolution de la composition des ménages a aussi une incidence, et l'on s'attend à ce que la tendance vers une augmentation du nombre de ménages composés d'une personne ou de ménages monoparentaux se poursuive. Le ménage canadien moyen devient plus petit. En 1996, il comptait 2,74 personnes, près de 8 % de moins qu'il y a dix ans. Le vieillissement de la population et la diversification ethnique, des caractéristiques qui contribuent à la diminution de la taille des ménages et à l'augmentation de ménages composés d'une personne et de ménages monoparentaux, laissent entendre que le secteur alimentaire devra constamment s'adapter. En outre, le plus grand nombre de femmes sur le marché du travail ainsi que de ménages composés d'une personne et de ménages monoparentaux devrait se traduire par l'accroissement de la demande de mets préparés et de repas pris au restaurant.

Le secteur alimentaire doit composer avec des changements sur le marché intérieur qui sont dictés par des ménages plus âgés, plus petits et plus diversifiés sur le plan culturel. Toutefois, ces changements viennent s'ajouter aux changements relativement récents et importants à l'échelle internationale qui découlent de l'ACCEU, de l'ALENA et de l'OMC. La mise en œuvre de ces accords a donné aux entreprises canadiennes l'occasion de prendre plus rapidement de l'expansion en élargissant leur accès au marché mondial.

Les taux de rendement des grandes entreprises se rapprochent, dans une certaine mesure, de ceux de leurs concurrents des petites et moyennes entreprises

À l'instar d'un grand nombre de secteurs de l'économie, le secteur alimentaire est caractérisé par de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) et quelques très grandes entreprises. Les graphiques 6, 7 et 8 présentent les différences entre les taux de rendement de ces deux groupes. Les grandes entreprises sont celles qui réalisent des recettes supérieures à 100 millions de dollars par année.

Les grands fabricants de produits alimentaires ont affiché des taux de rendement légèrement mais constamment supérieurs à ceux de leurs concurrents des PME. Dans le cas des grands grossistes, les entreprises plus petites enregistraient des taux de rendement médians légèrement plus élevés en 1992 et sensiblement plus faibles en 1996 comparativement aux entreprises plus grandes. Parmi les détaillants de produits alimentaires, les taux de rendement des PME dépassaient ceux des grands exploitants pendant les premières années de la décennie, mais ces taux ont constamment chuté en dessous de ceux des grandes entreprises depuis 1994. La taille des PME varie énormément, de sorte que l'on peut s'attendre à ce que des

sous-ensembles de ce groupe puissent avoir des taux de rendement très différents de ceux du groupe dans son ensemble.

Les recherches sur lesquelles est fondé le présent article représentent une initiative conjointe d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et de Statistique Canada. Deux documents de travail rédigés en collaboration, qui examinent ces données de façon plus approfondie, seront diffusés au cours des prochaines semaines.

Les questions ou les commentaires concernant le présent article peuvent être adressés à Rick Burroughs par téléphone au (613) 951-2890 ou par Internet à rick.burroughs@statcan.ca

INDICATEURS AGRICOLES ACTUELS AU CANADA

	2000	2001	Variation en pourcentage
Production de grandes cultures, estimations au 31 juillet (millions de tonnes)			
Blé du printemps (sauf le blé durum)	19,4	16,8	-13
Blé durum	5,6	3,1	-45
Avoine	3,4	3,0	-12
Orge	13,5	11,6	-14
Canola	7,1	5,1	-28
Lin	0,7	0,7	0
Pois secs	2,9	2,4	-17
Bovins dans les fermes (millions de têtes)			
Total des bovins au 1er juillet	14,4	14,6	1
Veaux nés de janvier à juin	4,3	4,4	2
Porcs dans les fermes (millions de têtes)			
Total des porcs au 1er juillet	12,3	12,3	0
Truies ayant mis bas de janvier à juin	1,3	1,4	8
Truies devant mettre bas de juillet à décembre	1,4	1,5	7
Lait vendu hors ferme (millions de kilolitres)			
De janvier à juin	3,8	3,8	0
Production de viande de poulet (milliers de tonnes)			
De janvier à juin	440	458	4
Production d'oeufs (millions de douzaines)			
De janvier à juin	273	280	3
Superficie des cultures de fruits (milliers d'hectares)			
Pommes	27,7	26,6	-4
Fraises	4,9	4,8	-2
Bleuets	35,8	35,5	-1
Raisins	8,3	8,4	1
Superficie des cultures de légumes (milliers d'hectares)			
Légumes de plein champ	110	109	-1
Pommes de terre	164	166	1

	2000	2001	Variation en pourcentage
Commerce international des produits agricoles (milliards de dollars)			
Exportations de janvier à juin	12,9	14,5	12
Importations de janvier à juin	8,6	9,5	10
Indices des prix			
Composante des aliments de l'IPC (1992=100)			
juillet	113	119	5
Indice des prix des produits agricoles (1997=100)			
juin	96	102	6
Recettes monétaires agricoles (milliards de dollars)			
De janvier à juin	16,3	17,7	9
Faillites - Industries de l'agriculture et services reliés (nombre)			
De janvier à juin	142	138	-3
Fabrication de produits alimentaires (milliards de dollars)			
Valeur totale de janvier à juin	28,0	29,9	7
Commerce de détail dans les magasins d'alimentation (milliards de dollars)			
Valeur totale de janvier à juin	29,4	30,8	5
Population (millions de personnes)			
Au 1 ^{er} avril	30,7	30,9	1
Personnes occupées (millions de personnes)			
Juillet	15,3	15,5	1
Taux de chômage non désaisonnalisé (pourcentage) - Juillet			
	7,0	7,2	3

Calendrier de diffusion des données agricoles

Du 1^{er} septembre 2001 au 28 février 2002

Grandes cultures

- 13 septembre - Stocks de céréales canadiennes au 31 juillet, 2001 (n° 22-002-XPB/XIB au cat.).
- 5 octobre - Estimations de septembre de la production des principales grandes cultures par province en 2001 (n° 22-002-XPB/XIB au cat.).
- 5 décembre - Estimations de novembre de la production des principales grandes cultures par province en 2001 (n° 22-002-XPB/XIB au cat.).
- 31 janvier - Stocks de céréales canadiennes au 31 décembre, 2001 (n° 22-002-XPB/XIB au cat.).

Marché des céréales

- 27 septembre - Statistiques sur la commercialisation des céréales et des graines oléagineuses,
- 29 octobre mensuel (n° 22-007-XPB/XIB au cat.).
- 28 novembre
- 21 décembre
- 28 janvier
- 1 mars

Horticulture

- 23 novembre - Superficies, rendement et production des pommes de terre selon la province en 2001
- 17 janvier (n° 22-008-UPB/UIB au cat.).

- 15 février - Superficies, production et valeur de fruits et de légumes selon la province en 2001
- (n° 22-003-XIB au cat.).

- 19 novembre - Production et valeur des produits du miel et de l'érable par province en 2001.
- (n° 23-221-XIB au cat.).

Consommation des aliments

- 18 octobre - Offre, utilisation et consommation par personne pour les groupes suivants : huiles et corps gras, fruits, légumes, pommes de terre et poisson en 2000
- (n° 32-230-XPB/XIB au cat.).

Bétail et produits animaux

- 13 novembre - Ventes hors ferme de lait pour consommation à l'état liquide et pour fins
- 12 février industrielles, fabrication et stocks de beurre de fabrique, de fromage cheddar et autres produits du lait, par province, mensuel (n° 23-001-XPB/XIB au cat.).

- 22 octobre - Inventaires de porcs au 1^{er} octobre par province (n° 23-603-UPF au cat.).
- 21 février - Inventaires de porcs, bovins et moutons au 1^{er} janvier par province (n° 23-603-UPF au cat.).
- 22 octobre - Ventes et valeur de laine, 2001 (n° 23-603-UPF au cat.).

Calendrier de diffusion des données agricoles

Du 1^{er} septembre 2001 au 28 février 2002

Bétail et produits animaux - fin

27 septembre - Stocks de viande congelée au Canada selon le type de viande et
30 octobre selon la province, mensuel (n° 23-009-XIF au cat.).
29 novembre
21 décembre
30 janvier
27 février

Volaille

20 septembre - Stocks de viande de volaille congelée par province, mensuel
18 octobre (n° 23-603-UPF au cat.).
20 novembre
19 décembre
21 janvier
19 février

7 septembre - Production d'oeufs et nombre de poules pondeuses par province, mensuel
5 octobre (n° 23-003-XPB au cat.).
9 novembre
7 décembre
8 janvier
5 février

Revenu agricole et prix

26 novembre - Recettes monétaires agricoles par province, trimestriel (n° 21-001-XIB au cat.).
25 février

26 novembre - Estimation de 10 indicateurs économiques pour 2000 : le revenu agricole, les recettes monétaires agricoles, les dépenses d'exploitation agricole et l'amortissement, l'indice de la production agricole, la valeur courante du capital agricole, la dette agricole en cours, l'indice des prix des produits agricoles, les paiements directs en vertu de programmes aux producteurs, le compte de production agricole et les bilans (n° 21-603-UPF au cat.).

24 septembre - Indice des prix des produits agricoles, mensuel, (n° 21-007-XIB au cat.).
22 octobre
22 novembre
21 décembre
21 janvier
21 février

La diffusion de ces données sera annoncée le jour de parution dans *Le Quotidien* de Statistique Canada sur Internet (www.statcan.ca). À ce moment, la plupart des données seront disponibles dans CANSIM sous forme lisible par machine. Les publications seront disponibles à une date ultérieure.

Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole

ISSN 1481-9007

Rédacteur : Rick Burroughs, (613) 951-2890.
Internet : rick.burroughs@statcan.ca

REGARDS est un bulletin publié par la Division de l'agriculture de Statistique Canada et distribué aux utilisateurs de données agro-alimentaires et rurales. Les abonnements sont disponibles par la poste ou par télécopieur auprès de :

Rédacteur - Regards
Division de l'agriculture
Statistique Canada
12e étage, Immeuble Jean-Talon
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Télec. : (613) 951-3868

Regards est aussi offert sans frais dans Internet à www.statcan.ca.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.

Ministre de l'Industrie, 2001

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa Ontario, Canada, K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

On peut communiquer avec la Division de l'Agriculture à l'adresse suivante :

Division de l'agriculture
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
Numéro de téléphone sans frais : 1 800 465-1991
Télécopieur : (613) 951-3868
Notre catalogue de produits et services est offert sans frais sur demande.